

5
T R A I T É
D E P A I X

ENTRE
L A F R A N C E
ET
L' E S P A G N E,

Conclu à RYSWICK le 20. Septembre 1697.



A P A R I S;
Chez FREDERIC LEONARD, Imprimeur
Ordinaire du Roy, rue Saint Jacques,
à l'Ecu de Venize.

M D C X C V I I.
Avec Privilege du Roy.

5-1-1870

1870-1871

1871-1872

1872-1873

1873-1874

1874-1875

1875-1876

1876-1877

1877-1878

1878-1879

1879-1880



LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut : Comme nostre amy & seal Conseiller Ordinaire en nostre Conseil d'Etat Nicolas Auguste de Harlay Chevalier Seigneur de Bonneuil, Comte de Cely, nostre cher & bien amy Louis Verjus Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couray, Seigneur du Boulay, des deux Eglises, de Fort-Isle & du Meniller, & nostre Cher & bien amy François de Callieres Chevalier Seigneur de la Rocheschellay & de Gigny nos Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins pouvoirs que Nous leurs en ayons donné, auroient conclu, arresté & signé le 10. jour de Septembre dernier à Risvick avec le Seigneur Don Francisco Bernardo de Quiros Chevalier de l'Ordre de S. Jacques, Conseiller de nostre tres cher & tres amy Frere le Roy d'Espagne en son Conseil Royal & Supreme de Castille, & le Seigneur Louis Alexandre de Jeockard Comte de Tirimont, Baron de Gacsbeke du Conseil Supreme d'Etat des Pais Bas à Madrid, & de ceux d'Etat & privé dans les mêmes pais; Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de Nôtre-dit Frere le Roy d'Espagne, pareillement munis de ses pleins pouvoirs le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

AU NOM DE DIEU ET DE LA TRESSAINTE TRINITE. A tous presens & à venir soit notoire que pendant le cours de la plus sanglante guerre dont l'Europe ait esté affligée depuis long-temps, il a plu à la Divine Providence, de préparer à la Chrétienté la fin de ses maux, en conservant un ardent desir de la Paix dans les cœurs de Tres haut, Tres-excellent, & Tres puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roy Tres Chrétien, de France & de Navarre. Et de Tres-haut, Tres excellent, & Tres puissant Prince Charles II. Roy Catholique des Espagnes. Lesquels souhaitant également de concourir de bonne foy, & autant qu'il est en eux au reestablissement de la tranquillité publique, & n'ayant d'ailleurs en vûë que de la rendre solide & perpetuelle par l'é-

quité de ses condictions, leurſd. Majeſtez ont unanimement conſenti en premier lieu à reconnoître pour cet effet la Mediation de Tres-haut, Tres-excellent, & Tres-puiſſant Prince de glorieuſe memoire Charles XI. par la grace de Dieu Roy de Suede, des Goths & des Vandales; Mais une mort precipitée ayant traversé l'eſperance que toute l'Europe avoit juſtement conçû de l'heureux effet de ſes Conſeils, & de ſes bons Offices, leurſd. Majeſtez perſiſtant dans la reſolution d'arreſter au plutoſt l'eſſuſion de tant de ſang Chreſtien, ont eſtimé ne pouvoir mieux faire que de continuer de reconnoître en la même qualité, Tres-haut, Tres-excellent & Tres puiſſant Prince Charles XII. ſon fils, & ſon Successeur qui de ſa part a continué auſſi les mêmes ſoins pour l'avancement de la Paix entre leurſd. Majeſtez Tres-Chreſtienne & Catholique dans les Conferences qui ſe ſont tenuës pour cet effet au Chateau de Ryſſvick dans la Province de Hollande entre les Ambaſſadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires nommez de part & d'autre, ſçavoir, de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne le Sr Nicolas de Harlay Chevalier Seig: de Bonneuël, Comte de Cely, Conſeiller ordinaire du Roy en ſon Conſeil d'Etat. Le Sr Louis Verjus, Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Tréon, Baron de Couray, Seigneur du Boulay, les deux Eglifes, de Fort-Iſle & du Meillet &c. Et le Sr François de Callieres Chevalier Seigneur de la Rochechellay, & de Grigny. Et le Sr Don Francisco Bernardo de Quiros Chevalier de l'Ordre de S. Jacques, Conſeiller du Roy en ſon Conſeil Royal & Suprême de Caſtille. Et du Sr Louis Alexandre de Jeockard Comte de Titimont, Baron de Gaesbroke du Conſeil Suprême d'Etat des Païs-bas à Madrid, & de ceux d'Etat & privé dans les mêmes Païs, leſquels après avoir employé l'aſſiſtance Divine, & s'eſtre communiqué reſpectivement leurs pleins pouvoirs, dont les copies ſeront inſérées de mot à mot à la fin du preſent Traité, & en avoir dûement fait l'échange par l'intervention & entremiſe du Sr Nicolas Baron de Lillieroot Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire du Roy de Suede qui s'eſt acquité de la fonction de Médiateur avec toute la prudence, toute la capacité, & toute l'équité neceſſaire, ils ſeroient convenus à la gloire de Dieu, & pour le bien de la Chrétienneté des condictions dont la teneur ſ'enſuit.

ARTICLE I.

Il eſt convenu & accordé qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme, & durable Paix, confederation & perpetuelle alliance & amitié entre les Roys Tres-Chreſtien & Catholique leurs enfans nez & à naître, leurs hoirs, Successeurs & heritiers, leurs Royaumes & Eſtats, Païs & Sujets; qu'ils s'entendront comme bons freres, procurans de tout leur pouvoir, le bien l'honneur, & la reputation l'un de l'autre, évitant de bonne foy & autant qu'il leur ſera poſſible de ce qui pourroit leur cauſer reciproquement quelque dommage.

ARTICLE II.

En conſequence de cette Paix & bonne union tous actes d'hoſilité eſſ-

seront entre led. Seigneurs Roys, leurs Sujets & Vassaux', tant par mer & autres eaux, que par terre, & généralement en tous lieux où la guerre se fait par les armes de leurs Majestez, tant entre leurs armées qu'entre les garnisons de leurs Places; & s'il y étoit contrevenu par la prise d'une, ou plusieurs places, soit par attaque, par surprise, ou par intelligence, & même s'il se faisoit des prisonniers, ou qu'il se commist d'autres actes d'hostilitez par hazard, ou autrement la contravention sera réparée de part & d'autre de bonne foy, sans retardement ny difficulté, restituant sans aucune diminution ce qui aura esté occupé, & delivrant les prisonniers sans rançon ny payement de dépense.

ARTICLE III.

Tous Sujets d'inimitiez & de mes-intelligence demeureront atteints & abolis pour jamais; il y aura de part & d'autre un oubli & amnistie perpetuelle de tout ce qui s'est fait pendant la presente guerre, ou à son occasion, sans qu'on puisse à l'avenir sous aucun pretexte directement ou indirectement en faire aucune recherche par voye de Justice ou autrement sous quelque pretexte que ce soit; & leursd. Majestez ny leurs Sujets, serviteurs & adherans n'en pourront témoigner de ressentiment, ny en pretendre aucune sorte de réparation.

ARTICLE IV.

Seront remises & laissées en la possession du Domaine & Souveraineté de Sa Majesté Catholique les Places de Gironne, Roses & Belver en l'état qu'elles ont esté prises avec l'artillerie qui s'y est trouvée dans le même temps, & toutes les autres Villes, Places, Forts, lieux & Châteaux généralement quelconques qui ont esté occupez pendant cette guerre par les armées de Sa Majesté Tres Chrestienne, & depuis le Traité de Nimegue dans la Principauté de Catalogne, ou ailleurs en Espagne, leurs appartenances & dependances, & annexes seront remis en l'état auquel ils se trouvent à present, sans en rien retenir, reserver, affoiblir, ny deteriorer. Sera aussi remise de même au pouvoir, Domaine & Souveraineté de Sa Majesté Catholique la Ville de Barcelone, Forts & fortifications en dependant, avec toute l'artillerie en l'état auquel le tout s'est trouvé au jour de la prise avec toutes appartenances, dependances & annexes.

ARTICLE V.

La Ville & Forteresse de Luxembourg en l'état auquel elle se trouve presentement sans y rien demolir, changer, diminuer, affoiblir, ou deteriorer des ouvrages, Forts, & fortifications d'icelle avec l'artillerie qui s'y est trouvée au temps de la prise; ensemble la Province & Duché dudit Luxembourg & Comté de Chini en toutes leurs consistences, & tout ce qu'ils comprennent avec leurs appartenances, dependances & annexes; seront rendus & remis au pouvoir, Souveraineté, Domaine & possession du Roy Catholique de bonne foy, pour en jouir par ledit Seigneur Roy Catholique tout ainsi qu'il a fait ou pû faire lors & avant le Traité de Nimegue sans en

rien retenir ny reſervet, ſi ce n'eſt ce qui a eſté cédé, à Sa Majeſté Tres-Chrétienne par les precedens Traitez de Paix.

ARTICLE VI.

La Fortereſſe de Charleroy ſera pareillement remiſe au pouvoir & ſous la Souveraineté de Sa Majeſté Catholique avec ſa dependance en l'Eſtat auquel elle eſt à preſent ſans y rien rompre, démolir, aſſoiblir, ou deteriorer de même que l'Artillerie qui y étoit lors qu'elle a eſté priſe.

ARTICLE VII.

Sera remiſe auſſi à la Souveraineté, Domaine & poſſeſſion de Sa Majeſté Catholique la Ville de Mons capitale de la Province de Hainault avec ſes ouvrages & fortifications dans l'Eſtat auquel elles ſe trouvent à preſent ſans en rien rompre, démolir, aſſoiblir, ou deteriorer; enſemble l'Artillerie qui ſ'y eſt trouvée au temps de la priſe & la Banlieuë & Prevosté, appartenances & dépendances de la même Ville en toute ſa conſiſtence ainſi que le Roy Catholique en a joſſi, ou pu joſſir, lors & avant ledit Traité de Nimegue : de même que la Ville d'Ath dans l'Eſtat auquel elle étoit au tems de ſa dernière priſe; ſans rien rompre, démolir, aſſoiblir ny deteriorer de ſes Ouvrages, avec l'Artillerie qui ſ'y eſt trouvée audit jour, enſemble la Banlieuë, Châtellenie, appartenances, dépendances, & annexes de ladite Ville, comme elles ont été cédées par le Traité de Nimegue, à la reſerve des lieux cy-apres; ſçavoir le Bourg d'Anchoin, Vaux, Guaurain, Rainecroix, Bethomé Constantin, le Fief de Paradis, leſdits trois derniers étant des enclavemens du Tournaiſis, & ledit Fief de Paradis, en tant qu'il contribuë avec le Village de Kain, Haynes, Meſſe, Mourcourt, Kain, le Mont de ſaint Audebert, dit de la Trinité, Fontenoy, Maubray, Hernies, Calnelle, & Viers, avec leurs Paroiſſes, appartenances & dépendances, ſans en rien reſerver, leſquels reſteront en la poſſeſſion & Souveraineté de Sa Majeſté Tres-Chrétienne : La Province de Hainault demeurant au ſurplus en la Souveraineté de Sa Majeſté Catholique, ſans préjudice néanmoins de ce qui en a été cédé à Sa Majeſté par les precedens Traitez.

ARTICLE VIII.

Sera remiſe au pouvoir, Domaine, Souveraineté & poſſeſſion de Sa Majeſté Catholique la ville de Courtray dans l'Eſtat preſent avec l'Artillerie qui ſ'y eſt trouvée au tems de la dernière priſe, enſemble la Châtellenie de ladite Ville, appartenances, dépendances & annexes, conformément au Traité de Nimegue.

IX.

Ledit Seigneur Roy Tres-Chréſtien ſera auſſi reſtituer à Sa Majeſté Catholique toutes les Villes, Places, Forts, Châteaux & Poſtes que ſes Armées ont ou pourroient avoir occupez juſqu'au jour de la publication de la Paix, & même depuis icelle en quelque lieu du monde qu'elles ſoient ſituez; comme pareillement Sadite Majeſté Catholique ſera reſtituer à Sa Majeſté Tres-Chréſtienne toutes les Places, Forts, Châteaux & Poſtes

que ses Armées pourroient avoir occupez durant cette guerre jusqu'au jour de la publication de la Paix en quelques lieux qu'elles soient situées.

X.

Tous les lieux, Villes, Bourgs, Places & Villages que le Roy Tres Chrétien a occupez ou réunis depuis le Traité de Nimegue dans les Provinces de Luxembourg, Namur, Brabant, Flandres, Haynault, & autres Provinces du Pays-Bas, selon la liste desdites réunions produite de la part de Sa Majesté Catholique dans les Actes de cette négociation, & dont copie sera annexée au present Traité demeureront à Sa Majesté Catholique absolument & à toujours, à la reserve des quatre-vingts deux Villes, Bourgs, lieux & Villages contenus dans la liste d'exception qui en a été aussi fournie de la part de Sa Majesté Tres Chrétienne, & qui sont par elle prétendus, pour raison des dépendances des villes de Charlemont, Maubeuge & autres cedées à Sa Majesté Tres Chrétienne par les Traitez d'Aix la Chapelle & de Nimegue, à l'égard desquels quatre-vingts deux lieux susdits seulement dont la liste sera pareillement annexée au present Traité, on est demeuré d'accord qu'il sera nommé incessamment apres la signature du present Traité des Commissaires de part & d'autre, tant pour regler auquel des deux Roys lesdits quatre-vingts deux Villes, Bourgs, lieux ou Villages ou aucuns d'iceux devront demeurer & appartenir, que pour convenir des échanges à faire, pour raison des lieux & Villages enclavés dans les Pays de la domination de l'un & de l'autre : & en cas que lesdits Commissaires n'en pussent demeurer d'accord entre-eux, leurs Majestez Tres-Chrétienne & Catholique en remettront la décision dernière au jugement des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, que lesdits Seigneurs Roys ont reciproquement consenti d'en prendre pour Arbitres, sans préjudice neanmoins aux Ambassadeurs Plenipotentiaires desdits Seigneurs Roys Tres-Chrétien & Catholique d'en convenir autrement entre eux à l'amiable, & même avant la Ratification du present Traité, s'il est possible : moyennant quoy toutes difficultez tant à l'égard desdites réunions, que des limites & dépendances demeureront de part & d'autre entièrement assoupies & terminées : En consequence cesseront toutes poursuites, Sentences, separations, incorporations, commises, decretement, confiscations, réunions, Déclarations, Reglemens, Edits & tous Actes generalement quelconques, donnez au nom & de la part de Sa Majesté Tres Chrétienne, pour raison desdites réunions, soit par le Parlement ou Chambre établi à Mets, soit par tous autres Tribunaux de Justice, Intendant, Commissaires ou delegations contre Sa Majesté Catholique & ses Sujets, & seront revoquez & annullez à toujours comme s'ils n'avoient jamais été.

Et au surplus, la Generalité desdites Provinces demeurera à Sa Majesté Catholique, à la reserve de routes les Villes, Places, & lieux cedez à Sa Majesté Tres Chrétienne par les precedens Traitez avec leurs appartenances & dépendances.

Toutes les Places, Villes, Bourgs, lieux & Villages, circonstances, dépendances & annexes cy - dessus remis & cedez par Sa Majesté Tres Chrétienne, sans en rien réserver ny retenir, rentreront en la possession de Sa Majesté Catholique pour en jouir par Elle, & de toutes les prerogatives; avantages, profits & revenus qui en dépendent avec la même étendue & aux mêmes droits de propriété, Domaine & Souveraineté qu'Elle en jouissoit avant la dernière guerre, lors des Traitez d'Aix la Chapelle & de Nimegue, tout ainsi qu'Elle en a pu ou dû jouir en conséquence.

X I I.

La restitution desdites Places se fera de la part dudit Seigneur Roy Tres Chrétien, réellement & de bonne foy, sans retardement ny difficulté pour quelque cause & occasion que ce soit à celui ou ceux qui seront à ce députez par ledit Seigneur Roy Catholique immédiatement apres la Ratification du présent Traité, sans rien démolir, affoiblir, diminuer, ou endommager en aucune sorte dans lesdites Villes, & sans que l'on puisse prétendre ny demander aucun remboursement pour les Fortifications, Édifices publics, & Bâtimens faits ausdites Places ny pour le payement de ce qui pourroit estre dû aux soldats & gens de guerre qui s'y trouveront lors de la restitution.

X I I I.

Le Roy Tres-Christien fera retirer de toutes lesdites Places qu'il remet au Roy Catholique toute l'Artillerie que Sadite Majesté a faite apporter dans lesdites Villes depuis qu'elles ont esté prises, toutes les poudres, boulets, armes, vivres, & autres munitions qui s'y trouveront lorsqu'elles seront remises à Sadite Majesté Catholique, & ceux que le Roy Tres-Christien aura commis pour cet effet, pourront se servir pendant deux mois des charriots & des bateaux du pays; ils auront le passage libre tant par eau que par terre pour faire emporter lesdites munitions dans les Places de Sa Majesté Tres Chrétienne les plus voisines; les Gouverneurs, Commandans, Officiers & Magistrats des Places & Pays ainsi restitués feront donner toutes les facilités qui dépendront d'eux pour la voiture & conduite desdites Artilleries & munitions. Pourront aussi les Officiers, Soldats & Gens de Guerre qui sortiront desdites Places en retirer & emporter les biens meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des Habitans desdites Places & du Plat-Pays, d'endommager leurs maisons, ny d'emporter aucune chose appartenante ausdits Habitans.

X I V.

Les Prisonniers, de quelque nature & condition qu'ils puissent estre, seront mis en liberté de part & d'autre, & sans rançon, aussi tost après l'échange des ratifications, en payant leur dépense, & ce qu'ils pourront d'ailleurs légitimement devoir; & si quelques-uns avoient esté mis aux Galeres de leursdites Majestez, à l'occasion & par le malheur desdites

Guerres

9

Guerres seulement, ils seront promptement delivrez & mis en liberté sans aucun retardement ny difficulté, pour quelque cause & occasion que ce soit, & sans qu'on leur puisse demander en ce cas aucune chose pour leur rançon ou pour leur dépense.

X V.

Par le moyen de cette Paix & étroite amitié les Sujets des deux costez, tels qu'ils soient, pourront, en gardant les Loix, Usages & Coûtumes du Pays, aller, venir, demeurer, trafiquer & retourner aux Pays l'un de l'autre comme bons Marchans, & ainsi que bon leur semblera, tant par terre que par mer, & autres eaux, traiter & negocier ensemble; & seront soutenus & deffendus les Sujets de l'un au Pays de l'autre comme propres Sujets, en payant raisonnablement les droits en tous lieux accoûtumez, & autres qui par lesdits Roys, ou leurs Successeurs, seront imposez.

X V I.

Tous les Papiers, Lettres, Documens concernans les Pays, Terres & Seigneuries qui sont cedées & restituées ausdits Seigneurs Roys par le present Traité de Paix, seront fournis & delivrez de bonne foy de part & d'autre, dans trois mois après que les ratifications du present Traité auront esté échangées en quelques lieux que lesdits Papiers & Documens se puissent trouver, mesme ceux qui auroient esté enlevéz de la Citadelle de Gand & de la Chambre des Comptes de l'Isle.

X V I I.

Les contributions établies ou demandées de part & d'autre, represailles, envois de fourage, grains, bois, bestiaux, utensiles & autres especes d'impositions sur les Pays de l'un & de l'autre Souverain cesseront aussitôt après l'échange des ratifications; & tous les arrerages ou parties qui en peuvent estre deus ne pourront estre reciproquement exigés à quelque titre & sous quelque pretexte que ce soit.

X V I I I.

Tous les Sujets de part & d'autre, Ecclesiastiques & Seculiers, Corps, Communautéz, Universitez, & Colleges seront rétablis tant en la jouissance des honneurs, dignitez, & Benefices dont ils estoient pourvus avant la guerre, qu'en celle de tous & chacuns leurs droits, biens, meubles, & immeubles, rentes à rachapt dont les capitaux demeurent en existence & les rentes viagères saisies & occupées depuis ledit temps, tant à l'occasion de la guerre que pour avoir suivi le parti contraire, ensemble de leurs droits, actions & successions à eux survenus même depuis la guerre commencée, sans toutes-foiz pouvoir rien demander ni pretendre des fruits & revenus perçez & échûs pendant cette guerre dès le saisissement desdits biens, immeubles, rentes & Benefices jusqu'au jour de la publication du present Traité.

X I X.

Ne pourront semblablement rien demander ni pretendre des dtes,

effets, & meubles qui auront esté confisqués avant ledit jour, sans que jamais les creanciers de telles dettes & depositaires de tels effets & leurs heritiers ou ayant cause en puissent faire poursuite ni en pretendre recouvrement; lesquels rétablissmens en la forme avant dire s'entendront en faveur de ceux qui auront suivi le parti contraire, en sorte qu'ils rentreront par le moyen du present Traité en la grace de leur Roy & Prince Souverain, comme aussi dans leurs biens tels qu'ils se trouveront existans à la conclusion & signature du present Traité.

X X.

Et se fera ledit rétablissement des Sujets de part & d'autre selon le contenu des articles 21. & 22. du Traité de Nimegue nonobstant toutes donations, concessions, declarations, confiscations commises, sentences preparatoires ou definitives données par contumace en l'absence des parties & icelles non ouyes, lesquelles sentences & leurs jugemens demeureront nuls & de nul effet, & comme non données & prononcées avec liberté pleine & entiere ausdites parties de revenir dans les Pais d'où elles se sont cy-devant retirées, pour jouir en personne de leurs biens & meubles, rentes & revenus ou d'établir leurs demeures hors desdits Pais en tel lieu que bon leur semblera, leur en demeurant le choix & election sans qu'on puisse user contre eux d'aucune contrainte pour ce regard, & en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs ils pourront deputer ou commettre telles personnes non suspectes que bon leur semblera pour le gouvernement & jouissance de leurs biens, rentes, & revenus; mais non au regard des Benefices requerant residence & qui devront estre personnellement administrés & servis.

X X I.

Les articles 24.^e & 25. dudit Traité de Nimegue concernant les Benefices seront executez, & en consequence ceux qui ont esté pourvus de Benefices par celui des deux Roys, qui au temps de la collation possédoit les Villes & Pais où lesdits Benefices sont situéz, seront maintenus en la possession & jouissance desdits Benefices.

X X I I.

Les Sujets de part & d'autre auront la liberté & entiere faculté de pouvoir vendre, changer aliener ou autrement disposer, tant par actes d'entre-vifs que de dernière volonté des biens, effets, meubles & immeubles qu'ils ont ou auront scituez sous la domination de l'autre Souverain, & chacun les y pourra acheter, sujet ou non sujet, sans que pour cette vente ou achapt aucun ait besoin d'octroy, permission ou autre acte quelconque que ce present Traité.

X X I I I.

Comme il y a des rentes affectées sur la Generalité de quelques Provinces, dont une partie est possédée par Sa Majesté Tres-Chrétienne, & l'autre par le Roy Catholique, il est convenu & accordé que chacun payera sa quote part & seront nommez des Commissaires pour regler la portion que chacun desdits Seigneurs Roys en devra payer.

XXIV.

Les rentes légitimement établies ou dûes sur les Domaines des Pais cedez par les precedens Traitez, & du payement desquels il appatoitra dans les comptes rendus aux Chambres des Comptes par les Receveurs de leurs Majestez Tres-Chrétienne & Catholique avant lesdites cessions seront payées par leursdites Majestez aux creanciers desdites rentes de quelque domination qu'ils puissent estre, François, Espagnols ou d'autre nation sans distinction.

XXV.

Et comme par le present Traité il se fait une Paix bonne & ferme, tant par mer que par terre, entre lesdits Seigneurs Roys en tous leurs Royaumes, Pais, Terres, Provinces & Seigneuries, & que toutes hostilités doivent cesser à l'avenir; il est stipulé que si quelques prises se font de part & d'autre dans la mer Baltique ou dans celle du Nord depuis Terre-neuve en Norvegue jusques au bout de la Manche, dans l'espace de quatre semaines ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de saint Vincent dans l'espace de six semaines, & de là dans la mer Mediterranée & jusqu'à la ligne, dans l'espace de dix semaines & au de là de la Ligne, & en tous les autres endroits du monde, dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la publication du present Traité lesdites prises qui se feront de part & d'autre après le terme prefix, seront rendues avec recompense de tous les dommages qui en seront provenus.

XXVI.

Il y aura en cas de rupture (ce qu'à Dieu ne plaise) un terme de six mois, pour donner moyen aux sujets de part & d'autre de retirer & transporter leurs effets & personnes où bon leur semblera, & il leur sera permis de le faire en toute liberté sans qu'on leur en puisse donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit temps à aucune saisie desdits effets, & moins encore à l'arrest de leurs personnes.

XXVII.

Les troupes de part & d'autre se retireront aussi-tôt après la ratification du present Traité sur les Terres & Pais de leurs propres Souverains, & dans les Places & lieux qui doivent reciproquement demeurer & appartenir à leurs Majestez après ou suivant le present Traité, sans pouvoir rester sous quelque pretexte que ce soit dans les Pais de l'autre Souverain, ni dans les lieux qui lui doivent pareillement ci-après demeurer ou appartenir, & il y aura aussi-tôt après la signature de ce même Traité cessation d'armes & d'hostilités en tous endroits de la domination desdits Seigneurs Roys, tant par mer & autres eaux que par terre,

XXVIII.

Il a été aussi accordé, que la perception des droits dont ledit Seigneur Roy Tres Chrétien est en possession sur tous les Pays qu'il remet ou restituë audit Seigneur Roy Catholique, sera continuée jusqu'au jour de la restitution actuelle des Places dont lesdits Pays sont dépendans, & que ce qui

en testera dû lors de ladite Restitution, sera payé de bonne foy à ceux qui en ont pris les Fermes : Comme aussi, que dans le même tems les Propriétaires des bois confisquez dans les dépendances des Places qui doivent estre remises à Sa Majesté Catholique, rentrent en possession de leurs biens, & de tous les bois qui se trouveront sur le lieu : bien entendu que du jour de la signature du present Traité toutes les coupes de bois cesseront de part & d'autre.

XXIX.

Le Traité de Nimegue & les precedens setont executez selon leur forme & teneur, excepté dans les Points & Articles où il y aura été cy-devant derogé ou fait en dernier lieu quelque changement par le present Traité.

XXX.

Toutes les procedures faites & les Jugemens rendus entre particuliers par les Juges & autres Officiers de Sa Majesté Tres Chrétienne établis tant dans les Villes & Places dont elle a jouï en vertu du Traité d'Aix la Chapelle, & qu'Elle a cédé depuis à Sa Majesté Catholique, que dans celles qui appartiennent au Roy Tres Chrétien en vertu du Traité de Nimegue ou dont il a été en possession depuis ledit Traité, & pareillement les Arrests du Parlement de Tournay, rendus pour raison des differens & Procez poursuivis par les habitans desdites Villes & de leurs dépendances durant le tems qu'Elles ont été sous l'obéissance de Sa Majesté Tres Chrétienne, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, comme si ledit Seigneur Roy demouroit Seigneur & possesseur desdites Villes & Pays; & ne pourront estre lesdits Jugemens & Arrests, *revoquez en doute & annulés*, ny leur execution autrement retardée ou empêchée : Bien sera-t'il loisible aux Parties de se pourvoir par revilion de la cause, & selon l'ordre de la disposition des Ordonnances, demeurant cependant les Jugemens en leur force & vertu sans préjudice de ce qui est stipulé à cet égard dans l'article 21. du susdit Traité de Nimegue.

XXXI.

La Ville & le Château de Dinant setont rendus par Sa Majesté Tres Chrétienne à l'Evêque & Prince de Liège en l'état qu'ils étoient lors qu'ils ont été occupez par les Armes de Sa Majesté.

XXXII.

Sa Majesté Tres Chrétienne ayant témoigné souhaiter que l'Isle de Ponza qui est dans la mer Mediterranée soit remise au pouvoir de Monsieur le Duc de Parme, Sa Majesté Catholique en consideration des offices de Sa Majesté Tres Chrétienne a bien voulu declarer qu'Elle en fera retirer les gens de guerre qu'Elle y peut avoir, & remettra cette Isle au pouvoir & possession de Monsieur le Duc de Parme, aussi-tôt apres la Ratification du present Traité.

XXXIII.

Comme il importe à la tranquillité publique, que la Paix conclue à

Turin le 29 d'Août 1696. Entré Sa Majesté Tres Chrétienne & Son Altesse Royale de Savoye, soit exactement observée, on est convenu de la confirmer & de la comprendre dans ce présent Traité, & en tous les Articles, comme ils sont contenus dans la copie signée & scellée par les Plenipotentiaires de Savoye, qui demeurera jointe au présent, & pour la manutention dudit Traité leurs Majestez ont promis à Son Altesse Royale leur garantie.

XXXIV.

Leursdites Majestez reconnoissant les offices & les soins que le Serenissime Roy de Suede a continuellement employez pour le rétablissement de la Paix, sont convenus que Sa Majesté Suedoise, ses Royaumes & Etats seront nommément compris dans le présent Traité en la meilleure forme & maniere que faire se peut.

XXXV.

En cette Paix, alliance & amitié, seront compris tous ceux qui seront nommez de part & d'autre d'un commun consentement avant l'échange des Ratifications & dans l'espace de six mois après qu'elles auront été échangées.

XXXVI.

Lesdits Seigneurs Roys Tres Chrétien & Catholique consentent que Sa Majesté Suedoise en qualité de Médiateur, & tous autres Roys, Princes & Republiques qui voudront entrer dans un pareil engagement, puissent donner à leurs Majestez leurs promesses & obligations de garantie pour l'exécution de tout ce qui est contenu au présent Traité.

XXXVII.

Et pour plus grande sûreté de ce Traité de Paix & de tous les Points & Articles y contenus sera le présent Traité publié, verifié & enregistré où besoin sera au Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes dudit Paris : Comme semblablement ledit Traité sera publié, verifié & enregistré, tant au grand Conseil & autres Conseils & Chambre des Comptes desdits Seigneur Roy Catholique aux Pays Bas, qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille & d'Arragon, le tout suivant & en la forme contenuë au Traité de Nimegue de l'année 1678. desquelles publications & enregistrements seront remises & déliivrées des expéditions de part & d'autre dans l'espace de trois mois après la publication du présent Traité.

XXXVIII.

Lesquels Points & Articles cy-dessus énoncez, ensemble le contenu en chacun d'iceux ont été Traitez, accordez, passez & stipulez entre lesdits Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Roys Tres Chrétien & Catholique au nom de leurs Majestez ; lesquels Plenipotentiaires en vertu de leurs pouvoirs dont les copies seront insérées au bas du présent Traité, ont promis & promettent sous l'obligation de tous & chacuns les biens & Etats presens & à venir des Roys leurs

Maîtres, qu'ils seront inviolablement observez & accomplis, & de les faire ratifier purement & simplement, sans y rien ajoûter, & d'en fournir les Ratifications par lettres authentiques, & scellées où tout le present Traité sera inseré de mot à mot dans six semaines, à commencer du jour & date du present Traité, & plutôt si faire se peut : En outre ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires ausdits noms que lesdites Lettres de ratification ayant été fournies, ledit Seigneur Roy Tres Chrétien, le plutôt qu'il pourra en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Catholique députer, jutera solennellement sur la Croix, l'Evangile, Canons de la Messe, & sur son honneur, d'observer & accomplir pleinement, réellement & de bonne foy tous les Articles du contenu au present Traité : Et le semblable sera fait aussi le plutôt qu'il sera possible par ledit Seigneur Roy Catholique en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Tres Chrétien députer : Et en témoignage desquelles choses lesdits Plenipotentiaires ont souscript le present Traité de leurs noms & fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait à Ryfvick, le 20 Septembre 1697.

L. S. LILLIEROOT.

L. S. DE HARLAY BONNEÜIL.

L. S. D. FRANC. BERN.
DE QUIROS.

L. S. VERJUS DE CRECY.

L. S. EL CONDE DE TIRIMONT.

L. S. DE CALLIERS.

Nous ayant agreable le susdit Traité en tous & un chacun les Points & articles qui y sont contenus & déclarez, avons iceux, tant pour Nous, que pour nos Héritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, & sous l'obligation & hypoteque de tous & chacuns nos biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit, en témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Scel. DONNE' à Fontainebleau le troisieme jour d'Octobre, l'an de grace mil six cens quatre-vingt dix-sept, & de nôtre Regne le cinquante-cinquieme. Signé, LOUIS, Et plus bas, par le Roy, COLBERT, & scellé de cire jaune sur lacs ou cordons de soye bleüe tressez d'or, le Sceau enfermé dans une boîte d'argent sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un pavillon Royal soutenu par deux Anges.

15

*Article séparé avec l'Espagne pour le delay accordé à
l'Empereur & à l'Empire.*

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant veu & examiné l'article séparé que Nôtre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en Nôtre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay Chevalier Seigneur de Bonneluil Comte de Cely, Nôtre cher & bien Amé Louis Verjus Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couray, Seigneur du Boulay, les deux Eglises de Fort-Isle & du Menillet, & Nôtre cher & bien Amé François de Callieres Chevalier Seigneur de la Rochechellay & de Gigni Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins pouvoirs, que Nous leur en avons donné; ont conclu, arrêté & signé le vingtième jour de Septembre dernier à Ryswick avec le Sieur Don Francisco Bernardo de Quiros Chevalier de l'Ordre de saint Jacques, Conseiller de Nôtre tres-cher & tres-Amé Frere le Roy d'Espagne en son Conseil Royal & Suprême de Castille, & le Seigneur Louis Alexandre de Jeockard Comte de Tirimont, Baron de Gacsbecke, du Conseil Septième d'Etat des Pais-Bas à Madrid & de ceux d'Etat & Privé dans les mêmes Pais, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Nôtre-dit Frere le Roy d'Espagne pareillement munis de ses pleins pouvoirs, duquel article la teneur s'ensuit.

Outre ce qui a esté conclu & arrêté par le Traité de Paix, fait entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roy Tres-Chrétien & ceux du Seigneur Roy Catholique; cejourd'huy vingtième de Septembre 1697. on est encore convenu par le présent Article séparé qui aura la même force & vertu que s'il étoit inseré mot à mot dans ledit Traité; Que Sa Majesté Tres-Chrétienne accordera comme elle accorde par ce présent Article à l'Empereur & à l'Empire jusques au premier du mois de Novembre prochain, pour accepter les conditions de Paix proposées en dernier lieu par Sa Majesté Tres-Chrétienne, suivant sa declaration du premier jour du présent mois de Septembre, si Sa Majesté Imperiale & l'Empire ne pouvoient en convenir d'une autre maniere avec Sa Majesté Tres-Chrétienne, & en cas que dans ledit temps l'Empereur & l'Empire n'accepte point les conditions susdites, ou n'en conviennent pas autrement avec Sa Majesté Tres-Chrétienne, ledit Traité de Paix sortira son plein & entier effet, & sera executé selon sa forme & teneur, sans qu'il puisse y estre contrevenu par ledit Seigneur Roy Catholique, sous quelque pretexte que ce soit directement ou indirectement; En foy de quoy Nous Ambassadeurs de Sa Majesté Tres-Chrétienne & de Sa Majesté Catholique, en vertu de Nos pouvoirs respectifs, Avons esdits noms signé cet Article séparé,

de nos feings ordinaires ; & y avons fait apposer le cachet de Nos Armes, au Château de Ryſwick dans la Province d'Hollande le 20. Septembre 1697.

L. S. DE HARLAY BONNEUIL,

L. S. D. FRANC. BERN.
DE QUIROS.

L. S. VERJUS DE CRECY,

L. S. DE CALLIERES,

L. S. EL CONDE DE TIRIMONT,

Nous ayant agréable le susdit Article séparé en tout son contenu, Avons icelui loué, approuvé & ratifié, loüons, aptouvons & ratifions par ces Presentes signées de nôtre main. Promettant en Foy & Parole de Roy, de l'accomplir, observer & faire observer sincèrement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse estre. En témoin dequoy Nous avons signé ces Presentes, & à icelles fait apposer nôtre Scel. Donné à Fontainebleau le troisieme jour d'Octobre 1697. Et de Nôtre Regne le cinquante-cinquieme. Signé, LOUIS, Et plus bas : Par le Roy, COLBERT, & scellé en cire jaune sur cordons de soye bleuë tressez d'or.

Extrait du Privilege du Roy.

P Ar Privilege du Roy, Signé, COLBERT, donné à Fontainebleau le 10. Octobre 1696. il est permis au Sieur Mignon, principal Commis de feu Monsieur le Marquis de Croissy Ministre & Secrétaire d'Etat, de faire imprimer par tels Imprimeurs qu'il voudra choisir, tous les Traitez de Paix, de Treves, Neutralitez, &c. qui ont esté cy-devant faits, ou qui le seront cy-après ; avec defenses à tous les Imprimeurs & Libraires, & tous autres du Royaume, d'en imprimer, ny vendre ou debiter sous pretexte d'Impression étrangere ou autrement, sans le consentement dudit Sieur, à qui Sa Majesté en a commis le soin, sur les peines portées par ledit Privilege : avec Mandement exprés à Monsieur de la Reynie Conseiller d'Etat ordinaire, & Lieutenant General de Police, de tenir la main à l'entiere & ponctuelle observation desdites Lettres, sans souffrir qu'il y soit contrevenu sous quelque pretexte que ce puisse estre.

Et ledit Sieur Mignon a cédé son Privilege à F. Leonard Imprimeur ordinaire du Roy, suivant l'accord fait entre eux.